

D 1002 BRÉSIL: EXACTIONS ET PROCÈS EN RURAL

Région habituelle de conflits sanglants autour de la propriété de la terre, l'extrême-nord de l'Etat de Goiás connaît une nouvelle phase de tensions depuis octobre 1984 (cf. DIAL D 983). Villages entiers incendiés par les hommes de main de grands propriétaires terriens, arrestations, tortures et assassinats de paysans: la liste habituelle s'est doublée cette fois de l'assassinat, le 11 novembre suivant, du propriétaire terrien responsable de la destruction du village de Centro dos Canários, tué dans une embuscade en compagnie de sa femme. Dans les jours suivants 14 paysans étaient arrêtés (dont quatre sont, à ce jour, encore emprisonnés); le 27 novembre, étaient arrêtés et emprisonnés jusqu'au 4 octobre le P. Josimo Tavares, curé de la région, et Lourdes Góí, agent de pastorale. Parallèlement trois religieuses françaises étaient inculpées au titre du procès sur le double assassinat du 11 novembre. C'est en somme le même scénario que l'affaire des deux prêtres français qui ont défrayé la chronique au cours des dernières années (cf. DIAL 762, 803, 819 et 850). La gravité de la situation motivait l'envoi sur place d'une commission de députés, d'évêques et de journalistes. Dans le dossier suivant, le lecteur trouvera: 1) le compte rendu de cette enquête, par le biais d'une demande de Commission d'enquête parlementaire; 2) la déclaration de la Commission pastorale de la terre pour la région, avec les détails des exactions et des procès en cours.

Note DIAL

1- Demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la violence dans les conflits fonciers (4 décembre 1984)

Monsieur le Président de la Chambre des députés,

Les députés soussignés, conformément à la loi n° 1579 du 31 octobre 1952 et sur la base de l'article 36 de la résolution n° 30 du 31 octobre 1972 (règlement intérieur de la Chambre des députés), viennent vous demander, ainsi qu'aux autres membres du Bureau, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour élucider les causes et les responsabilités des violences dans les conflits fonciers se produisant dans le pays, afin de rechercher une solution pour la pacification dans les campagnes, la dite commission devant être composée de 9 membres effectifs et d'un nombre égal de suppléants, et devant conclure ses travaux dans un délai de 120 jours.

Justification

C'est devenu routine de recevoir de toutes les contrées du Brésil, mais surtout de la région appelée Amazonie légale, des vagues de travailleurs ruraux expulsés de leurs terres et venant réclamer la justice.

La violence en rural a considérablement augmenté cette année. Les diverses organisations qui luttent en faveur de la réforme agraire - dont la Commission pastorale de la terre (CPT), en particulier dans la région aujourd'hui assujettie aux décisions du Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins (GETAT) - étant témoins de l'escalade des violences pratiquées par le latifundium et ses tueurs à gages dans les secteurs dépendant des polices fédérale et militaire, et se trouvant dans l'impossibilité de régler les difficultés liées aux expulsions, aux incendies de maisons et aux assassinats non châtiés, ont résolu de recourir aux parlementaires du Congrès national en invitant quelques-uns d'entre eux à rendre visite aux secteurs en conflit.

Entre le 28 novembre et le 3 décembre dernier, un groupe constitué de 6 députés fédéraux, 2 députés du Parlement européen, de journalistes et de représentants de diverses entités, a parcouru les six communes du Bec-du-perroquet, dans le nord du Goiás, et de Xinguara, dans le sud du Pará.

Ce que nous avons vu au cours de ces six jours relève de la barbarie. La loi qui a cours là-bas est la loi du plus fort. Nous avons parlé avec des centaines de cultivateurs expulsés de leurs terres et nous avons constaté, dans ce court laps de temps, près d'une centaine de maisons brûlées.

Au Bec-du-perroquet, région à prédominance de culture collective de la terre, avec des hameaux de 20 à 30 familles, nous avons pu vérifier que les communautés avaient été entourées de fil de fer barbelé par les courtiers véreux. L'un de ces villages, celui de Centro do Canário, créé en 1964, a vu ses 32 maisons entièrement détruites par le feu mis par la police militaire du Goiás, après le retrait des familles et en leur présence.

A Xinguara, dans le Pará, pour cette seule année, 18 personnes ont été assassinées dans la lutte pour la terre. Les noms, les dates et quelques-uns des criminels, les uns connus et les autres supposés, se trouvent dans les documents de la CPT. Pourtant, l'impunité est totale.

La police ne manifeste pas le moindre intérêt à élucider ce genre de crimes. Outre leur manque de capacités, les policiers sont mal rémunérés par l'Etat et, normalement, ils se mettent au service de qui peut les payer. Il est impressionnant de voir à quel point la charge de commissaire de police dans une commune est brigüée par des centaines de personnes auprès des hommes politiques qui l'attribuent, en dépit d'un salaire qui n'atteint même pas deux fois le salaire minimum (1).

Nous connaissons des cas d'injustice flagrante comme celui des cultivateurs du lot 10, à Xinguara, expulsés avec l'aide de la justice et du GETAT par un courtier véreux habitant à Goiás.

Celui des cultivateurs de Flôr da Mata, également à Xinguara, expulsés par la police militaire sans mandat, et où des dizaines de maisons ont été incendiées.

(1) Le salaire minimum était à cette date de 97.176 cruzeiros, c'est-à-dire de l'ordre de 330 F. (NdT).

Celui du Domaine Capetinga, à Redenção (Pará), où la police fédérale a, sans aucune décision de justice, intimé et obligé des dizaines de cultivateurs à vendre leurs terres.

Plus grave est le cas de travail esclavagiste, pratiqué dans de grandes propriétés comme le Domaine Vale do Rio Cristalino, de Volkswagen do Brasil, à Santana do Araguaia (Pará), prouvé par enquête signée du secrétaire d'Etat du Pará (2). Nombreux sont les domaines, financés par SUDAM, qui ont recours pour le déboisement à des sous-traitants qui contractent des dizaines d'ouvriers agricoles, sans aucun droit social ou du travail, et les maintiennent sous la surveillance de tueurs à gages.

Nous voulons que soit joint, comme justificatif de notre demande, le document de la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) intitulé "La violence en rural par la main armée du latifundium". Il suffirait de la simple lecture de ce document pour que soit immédiatement constituée la commission d'enquête parlementaire.

Nous sommes conscients que le problème est plus grave que sa présentation statistique, qui affiche un nombre modeste de morts.

Comme nous l'avons dit, rien qu'à Xinguara, 18 personnes ont été assassinées pour cette seule année. Dans la commune de Viseu, sur le secteur appelé Gleba Cidapar où le groupe Banco Denasa de Investimentos S.A. cherche à s'approprier 300.000 hectares occupés depuis plus d'un siècle par 10.000 familles, plus de 50 personnes ont été tuées au cours des douze mois écoulés, la majorité des morts étant des tueurs à gages. Un groupe de paysans a abandonné ses terres et vit aujourd'hui en armes dans les forêts de la région, pour défendre les intérêts de ceux qui restent sur leurs terres. Ce conflit dure depuis dix ans. Des centaines de gens ont été expulsés ou contraints d'accepter une indemnisation. Mais dernièrement ils ont décidé de riposter par la violence.

Ces données ne sont pas enregistrées et beaucoup de morts se décomposent dans la forêt, car la police n'a même pas le courage d'aller les chercher.

Nous pourrions citer, dans cette justification, plus d'un millier de conflits graves, mais que nous laisserons à la commission le soin d'analyser.

En plus des actes de violence comme tels, il faut tenir compte d'autres aspects. Par exemple les projets de colonisation privée, en vertu desquels de grandes entreprises obtiennent des terres du gouvernement avec promesse de redistribution. En fait ces entreprises gardent les terres pour elles. Un de ces projets de colonisation dont on sait qu'il n'a pas été exécuté, c'est celui de la banque Bradesco.

On sait également que de grands exploitants et des latifundistes acquièrent de grandes superficies auprès des organismes d'Etat appropriés, grâce à l'expédient hypocrite consistant à acquérir nombre de lots de 3.000 ha chacun, limite maximale d'aliénation autorisée sans intervention du Sénat fédéral; et cela sous le nom d'autant de personnes avec dossiers constitués, mais toutes sous procuration donnant pleins pouvoirs à un seul et même propriétaire, lequel peut ainsi constituer un domaine d'une centaine de lots, limite maximale admise.

(2) Cf. DIAL D 980 (NdT).

Certaines mesures gouvernementales doivent être remises en question et clarifiées, telle l'appropriation des terres des Etats d'Amazonie par l'Union en vertu du simple décret-loi n° 1164 du 1er avril 1971 grâce auquel, au nom de la Sécurité nationale, l'Union a fait passer sous son contrôle toutes les terres non attribuées, situées dans une bande de 100 km de large de chaque côté des routes d'Amazonie légale (3). Ou encore le décret-loi n° 1767 du 1er février 1980, qui a créé le Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins (GETAT); et le décret-loi n° 84.516, qui a créé le Groupe exécutif du Bas-Amazonas (GEBAM).

Il faut vérifier si de telles mesures contribuent ou non à l'augmentation des conflits.

Nous estimons que le pouvoir législatif ne peut rester étranger au déclenchement d'une violence aussi importante. Le nombre des veuves et des orphelins augmente selon une progression géométrique. Nous vivons en état de guerre avec, d'un côté, les grands propriétaires qui regardent du côté de l'Amazonie et se servent de leur argent, de leur influence et des polices privées pour assassiner des cultivateurs; et, de l'autre côté, ceux qui s'organisent et passent aussi à la résistance armée, à la violence qui leur est imposée.

D'où la nécessité d'une approbation immédiate de notre requête, de sorte que nous puissions non seulement déterminer les responsabilités mais surtout proposer des solutions pour mettre un terme à la violence en milieu rural.

Les signataires entendent que la constitution de la commission d'enquête parlementaire ait la plus grande signification économique et sociale possible, car elle peut, par des données objectives, présenter des solutions rendant viable l'avenir agraire et prometteur du Brésil.

Salle des sessions, le 4 décembre 1984
Ademir Andrade
(et 169 autres signatures de députés)

2- Rapport de la Commission pastorale de la terre (CPT) de l'Araguaia et du Tocantins (13 décembre 1984)

20 ANNÉES DE STATUT DE LA TERRE: LA TENSION
ET LA VIOLENCE AUGMENTENT

En tant que membres de la coordination de la CPT régionale Araguaia-Tocantins, qui recouvre les diocèses de São Félix do Araguaia, dans le Mato Grosso, de Cristalândia, de Porto Nacional, de Miracema do Norte et de Tocantinópolis, dans le Goiás, ainsi que de Conceição do Araguaia, dans le Pará, nous nous sommes réunis du 11 au 13 décembre 1984 à Porto Nacional.

Nous avons procédé au relevé de la situation foncière de cette région, à l'heure où est fêté le 20e anniversaire du Statut de la terre (4). Le

(3) Ironie de l'histoire: c'est pour un projet similaire, qualifié à l'époque de "communiste" par les généraux brésiliens, que le président João Goulart a été renversé le 31 mars 1964 par ces mêmes généraux qui allaient mettre en oeuvre ce projet "communiste" (Ndt).

(4) Le Statut de la terre a été promulgué le 30 novembre 1964, par le général Castelo Branco (Ndt).

président Figueiredo est récemment passé à la télévision et à la radio aux heures de grande écoute, et il a occupé de larges espaces des journaux pour fêter "l'application" du statut, "les conquêtes" en matière d'agriculture et de politique foncière. Il a même annoncé que "les exportations agricoles ont augmenté à un taux moyen annuel de plus de 10%, en passant de 1,3 milliard de dollars à plus de 10 milliards de dollars, sans compter les exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés à partir de matières premières agricoles".

La production agricole a augmenté, l'exportation a atteint des niveaux spectaculaires, mais la qualité de vie du peuple? Qui a été bénéficiaire de ces abondants revenus? Le président a avancé des chiffres et des données, mais il a omis une vérité. Il a omis la violence, la paupérisation, la légion grandissante des expulsés de la terre. Il a omis le travail esclavagiste dans les grandes exploitations, la violation des lois sur le foncier et sur le travail dans les entreprises de l'agropastoral. Il a omis la connivence et la participation des organes d'Etat et de la Fédération dans la spoliation des terres et la torture des paysans. Le vrai visage du Brésil paysan est bien différent. Il a été camouflé et caché. Quand on suit les routes et les sentiers du sertan, quand on parle avec les travailleurs ruraux, on découvre l'autre visage caché du pays, qui est la honte de la conscience nationale.

Il y a dans les terres de notre région une violence constante et insensée. On y voit un cortège de morts, de maisons et de villages envahis et détruits, et cela dans une impunité totale en dépit d'années de dénonciations.

Ce qui suit est la simple radiographie d'une réalité bien plus accablante. Les chiffres sont modestes et non "gonflés", comme l'a affirmé certain ministre. Ce sont les données que nous avons réussi à relever de janvier à décembre 1984. Nous sommes sûrs que beaucoup d'autres crimes pour des questions de terre ont été commis dans cet intérieur du pays, mais ils ne seront jamais connus, que ce soit à cause des distances ou que ce soit par suite de la loi du silence et de la clôture de barbelé.

TABLEAU DES VIOLENCES DANS LA RÉGION DE LA CPT
ARAGUAIA-TOCANTINS, DU 1er JANVIER AU 12 DÉCEMBRE 1984

	morts	menaces de mort	coups et blessures	menaces d'expulsion	familles expulsées	maisons détruites et brûlées	arrestations	emprisonnement privé
Cristalândia		4		17	2			
Porto Nacional	4	50	2	401	52	23	5	2
Miracema do N.		3	10	600		2	10	
Tocantinópolis	6	104	26	562	105	118	20	10
São Félix do A.	5	9	24	200	3	53	22	
Conceição do A.	28	121	133	3126	249	124	24	1100
TOTAL	43	291	195	4906	411	320	81	1112

Note: Nous précisons que, dans la colonne emprisonnement privé, sont inclus les centaines d'ouvriers agricoles retenus dans les domaines sous contrainte, menaces de mort et coups, dans le sud-est du Pará. Voici certains des domaines qui ont permis ou toléré les violences des embaucheurs: Diadema, Santa Rosa, Novo Mundo (Neif Murad), Inajaporã (ENCOL), Companhia Vale do Rio Cristalino (Volkswagen), Rio Dourado (Assurances Atlântica de Boa Vista), Quixadá, Belo Horizonte, Forquilha.

La violence résulte de l'action du gouvernement par le biais de ses divers organismes dans la région. Il se sert des moyens les plus illégaux pour pouvoir mettre en oeuvre le projet Carajás. Ce n'est pas un simple hasard de se trouver en face de membres de la police fédérale faisant irruption dans une réunion syndicale à Buriti, commune de São Sebastião do Tocantins, pour y arrêter 13 paysans puis les torturer. Ce n'est pas un simple hasard de voir arriver des centaines de soldats et d'officiers, dans le cadre de l'opération ACISO (5), pour prendre leurs fusils de chasse aux paysans dans différents coins; ou de voir, en pleine scène dantesque des saccages de propriétés, des destructions de maisons, des assassinats et des brutalités physiques, émerger la triste figure du général Newton Cruz à Porto Nacional, le 4 octobre 1984 (6). Là, avec une grande publicité, on lui a remis une déclaration du syndicat patronal dans laquelle celui-ci accuse l'Eglise, la CPT et le Syndicat des travailleurs ruraux local. Cet "Appel aux autorités" lui est remis au moment où, dans la commune d'Itaguajós les 39 maisons de deux hameaux sont toutes incendiées, et dans la commune d'Axixá, 33 autres maisons sont également incendiées; à Porto Nacional même, une bande d'hommes de main tue le jeune paysan Bartomeu Carneiro Coelho puis entreprennent d'expulser 20 familles en détruisant leurs maisons; à São Geraldo, le tueur à gages Sebastião et sa bande à la solde de la famille Mutran attaquent un groupe de paysans, en assassinent trois et en blessent gravement quatre, dont une femme et un enfant. Ce n'est pas par hasard qu'à Arapoema le secrétaire du syndicat rural a été tué; ce n'est pas non plus par hasard qu'à Flor da Mata, à Xinguara, des éléments des polices fédérale et militaire, en compagnie du GETAT et dans le secteur de l'ITERPA, ont fait irruption dans des dizaines de maisons pour expulser 180 familles, au cours d'une opération parfaitement illégale: le grand propriétaire avait déposé deux plaintes en justice et, avant même toute sentence, il avait demandé et obtenu l'aide de la police pour ces actes de vandalisme et d'arbitraire.

La violence est sélective, elle n'est pas accidentelle: au lieu d'inculper les courtiers véreux et les tueurs à gages, on arrête et inculpe les responsables syndicaux et les agents de pastorale. Cette violence a un objectif évident: faire partir de leurs terres les petits cultivateurs en écrasant toute résistance et en démantelant les organisations populaires. Ce n'est pas par hasard que le syndicaliste jaune Bertoldo Siqueira de Lira a été nommé délégué à l'intervention administrative dans le Syndicat des travailleurs ruraux de Conceição do Araguaia voici 10 ans; il en reste à la direction, au mépris des lois sur le syndicalisme, par la fraude électorale et la trahison envers les autres paysans. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement mobilise des officiers, des fonctionnaires du GETAT, un hélicoptère et des voitures pour le protéger et couvrir ses irrégularités, avant de le nommer une nouvelle fois, en 1984, délégué à l'intervention dans le syndicat.

Comment fonctionne la justice dans un tel contexte? Dans l'Etat du Pará, elle n'a pas les moyens financiers d'un fonctionnement efficace. Dans le Goiás elle dispose d'une meilleure infrastructure et de plus de personnel. Pourquoi, alors, les mêmes abus et la même impunité? Pourquoi cette situation foncière chaotique? Nous constatons que les demandes judiciaires de délimitation des terres traînent quand elles sont déposées par des paysans

(5) L'Opération "Action civique et sociale", lancée en octobre 1984 dans le nord de l'Etat de Goiás (NdT).

(6) Commandant militaire du District fédéral de Brasilia, le général Newton Cruz est venu lancer l'Opération ACISO (NdT).

contre des grands propriétaires, mais sont traitées facilement et rapidement quand l'intérêt est de l'autre côté. En ce cas on s'empresse d'enregistrer la demande, au mépris de la justice. Il s'agit uniquement de donner une apparence de légalité pour camoufler l'arbitraire. L'Ordre des avocats de l'Etat de Goiás a recommandé à ses membres "de ne plus accepter les causes soumises à l'aide judiciaire ou commises d'office, pour absence de rémunération". Le nombre des juges dans l'Etat a augmenté, mais pas celui des avocats prêts à défendre les pauvres.

Le nombre des juges a augmenté mais ce n'est pas pour autant que la justice a progressé. L'offensive de certains magistrats contre des cultivateurs et des agents de pastorale est symptomatique:

- le juge d'Itaguatins, M. Waltides Pereira dos Passos, a fait arrêter les paysans José Pereira dos Santos, Cícero Feitosa, Antônio Belchior do Nascimento et Cesário Araújo de Gama, le Père Josimo Morais Tavares et l'agent de pastorale Lourdes Lúcia Góí;
- sont inculpées, dans la commune de Tocantinópolis, les Soeurs Madalena Hausser et Beatrice Kruch;
- dans la commune d'Itaguatins, la Soeur Nicole Maria Combes;
- le Père Francisco Glory, dans la commune de Natividade;
- le Père Joatan Bispo Macedo, dans la commune de Dianópolis, Etat de Goiás;
- l'agent de pastorale Rodolfo Alexandre Inácio, à São Félix do Araguaia, Etat du Mato Grosso;
- et pendant ce temps-là les Pères Aristide Camio et Francisco Gouriou sont encore en train de se défendre devant le Tribunal suprême fédéral.

La crédibilité des pouvoirs publics a été progressivement affectée en raison de leur partialité. Le secrétaire d'Etat à la sécurité publique du Goiás, M. José Freire, a osé nier dans la presse l'existence d'abus de la police et l'incendie de maisons dans la commune d'Axixá, en mettant au défi les 15 évêques de la région Centre-Ouest de la CNBB d'apporter des preuves aux accusations qu'ils avaient formulées dans leur lettre au gouverneur de l'Etat, M. Iris Rezende, le 22 novembre 1984. Le peuple se rend de mieux en mieux compte des liens, des intérêts économiques et des choix politiques des autorités. Les changements nécessaires seront donc le fruit des pressions populaires.

Le 22 juin, 6.000 paysans ont fait une manifestation à Augustinópolis pour la réforme agraire. Une commission composée de 5 députés fédéraux brésiliens, 2 députés du Parlement européen, 8 évêques et d'autres personnes qui soutiennent le mouvement en faveur de la réforme agraire, a parcouru une partie du Bec-du-Perroquet et du sud du Pará, du 28 novembre au 2 décembre. La commission a eu la possibilité de rencontrer des milliers de cultivateurs, d'en écouter une centaine, de visiter le secteur où la violence a été particulièrement forte; elle s'est rendue dans la commune d'Axixá, où ses membres ont personnellement constaté les dégâts de l'incendie des 33 maisons du village de Centro dos Canários. L'idée a été avancée d'une commission d'enquête parlementaire pour clarifier la situation foncière. Nous espérons que le Congrès retiendra la suggestion. La question de la terre est à l'ordre du jour. Elle intéresse tous les Brésiliens, mais plus particulièrement les paysans. Il faut qu'ils soient entendus et qu'ils aient un pouvoir de décision dans tout gouvernement qui se prétend démocratique.

Les syndicats qui naissent, les rencontres, les manifestations de paysans, les conquêtes de la terre, les mouvements d'orpailleurs et l'union des peu-

ples indiens sont des signes d'espoir. La CPT Araguaia-Tocantins pour sa part, en ce temps de l'Avent où Jésus se fait chair et plante sa tente parmi nous, attend elle aussi, comme la nation dans son ensemble, un temps de partage accru, de justice et de liberté. Après tant d'années d'autoritarisme et de ténèbres, l'aurore, l'avenir que nous contruirons ensemble sont urgents.

Porto Nacional, le 13 décembre 1984

P. Ricardo Rezende Figueira
coordinateur de la CPT Araguaia-
Tocantins

Domingos Furlan
p/ Adilar Daltoé
secrétaire.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441